Revue Française de Civilisation Britannique

French Journal of British Studies

XIII-1 | 2004
William Morris

James LOUGHLIN, *The Ulster Question Since 1945*

Second Edition, Basingstoke: Palgrave, 2004

Marie-Claire Considère-Charon

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rfcb/3329>

DOI : 10.4000/rfcb.3329

ISSN : 2429-4373

Éditeur

CRECIB - Centre de recherche et d'études en civilisation britannique

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2004

ISBN : 2-911580-19-2

ISSN : 0248-9015

Référence électronique

Marie-Claire Considère-Charon, « James LOUGHLIN, *The Ulster Question Since 1945* », *Revue Française de Civilisation Britannique* [En ligne], XIII-1 | 2004, mis en ligne le 01 septembre 2004, consulté le 25 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rfcb/3329> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rfcb.3329>

Ce document a été généré automatiquement le 25 septembre 2020.

Revue française de civilisation britannique est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

James LOUGHLIN, *The Ulster Question Since 1945*

Second Edition, Basingstoke: Palgrave, 2004

Marie-Claire Considère-Charon

RÉFÉRENCE

James LOUGHLIN, *The Ulster Question Since 1945*, Second Edition, Basingstoke: Palgrave, 2004, 267 p. Hbk : ISBN 0-333-7170-6. Pbk : ISBN 0-333-69351-5.

- 1 Le conflit en Irlande du Nord a donné lieu à une historiographie si fournie que l'on peut douter de l'utilité d'un ouvrage de plus. Toutefois le livre de James Loughlin, qui est une réédition actualisée de *The Question of Ulster since 1945* paru en 1998, nous engage à réfléchir sur les blocages qui entravent le fonctionnement des institutions prévues par l'Accord du Vendredi Saint d'avril 1998, à la lumière des événements qui se sont succédé depuis l'après-guerre. Certes on peut regretter que le bilan s'arrête avant les élections du 26 novembre 2003, qui virent les partis les plus radicaux, le parti démocratique d'Ulster chez les unionistes et le *Sinn Féin* chez les républicains, devancer les partis modérés, le parti unioniste d'Ulster et le Parti travailliste social-démocrate qui, seuls, semblaient destinés à se partager les rênes du pouvoir. On avait pourtant beaucoup misé sur cette élection qui devait remettre le système politique, fruit de la dévolution, sur les rails. C'est le pire des scénarios qui s'est produit et il paraît bien difficile d'envisager un *modus vivendi* entre les deux partis vainqueurs des élections qui, selon le texte de 1998, doivent s'entendre pour former le gouvernement. Il aurait été intéressant à cet égard de connaître l'avis de l'auteur.
- 2 L'étude que nous livre James Loughlin s'appuie sur des sources variées d'une grande solidité. Si l'ouvrage manque d'originalité dans sa démarche, en privilégiant l'approche diachronique, il examine de façon très détaillée l'évolution politique de l'Ulster depuis la seconde guerre mondiale jusqu'à l'année 2002. Dans son introduction James Loughlin retrace brièvement les grands épisodes de l'histoire de l'Irlande depuis le XVII^e siècle

où se sont forgés les mythes du nationalisme et de l'unionisme qu'il entend démontrer. Les questions que l'auteur pose d'emblée concernent d'une part la nature du conflit, difficile à cerner tant sa définition varie selon le champ d'allégeance et l'idéologie de l'observateur, et, d'autre part, les chances de le résoudre. Le récit s'organise autour de cinq volets : la période de l'après-guerre, celle des années 1970 marquée par la montée de la violence et l'intervention britannique, les tentatives avortées de résolution du conflit et la radicalisation des logiques de guerre de part et d'autre, la mise en place d'une logique de conciliation, et enfin le processus qui a débouché sur l'Accord multipartite de 1998.

- 3 Dans sa première partie, 'Ulster a reconstituted question', l'auteur s'emploie à montrer comment les responsables de ce micro-état (*'statelet'*) ont tout mis en œuvre pour asseoir la supériorité politique des unionistes au détriment des nationalistes. Si le traitement de la communauté catholique par les unionistes est injustifiable selon lui, il peut toutefois s'expliquer par les effets d'une presse unioniste qui déformait la réalité politique de l'Irlande du Sud et contribuait ainsi à attiser les craintes et angoisses d'une communauté qui redoutait de se voir un jour englobée dans un État rétrograde et inféodé à l'Eglise catholique. La résurgence de l'extrémisme loyaliste d'Ian Paisley, promu, selon l'auteur, au rôle de défenseur public de l'unionisme traditionnel, allait ainsi avoir raison des tentatives de conciliation du chef de l'exécutif O'Neill.
- 4 L'aspect le plus intéressant du chapitre intitulé 'British intervention' porte sur l'impact de la politique britannique sur la question d'Irlande du Nord. Il est un fait qu'après les émeutes de l'été 1969, l'Irlande du Nord devint le principal sujet de nombreuses sessions à la Chambre des Communes. Mais si la relation politique et militaire entre Westminster et Stormont était des plus ambiguës, aux yeux des catholiques d'Ulster la collusion des Britanniques et des unionistes ne faisait plus aucun doute. L'escalade de la violence et la radicalisation du conflit, ainsi que le durcissement des mesures juridiques à l'encontre des paramilitaires républicains allaient faire le jeu des extrémismes et rendre la province ingouvernable de l'intérieur.
- 5 Si l'administration directe de la province ne posait pas véritablement de problème constitutionnel, elle signifiait en revanche que le contrôle politique allait être désormais assuré pratiquement par un seul homme, le secrétaire d'État, qui n'avait pour l'aider qu'une commission purement consultative. Cette lourde machine bureaucratique allait bientôt être dénoncée par tous les partis politiques nord-irlandais. Dans un contexte d'insécurité croissante, John Hume allait peu à peu s'imposer sur la scène politique et faire prévaloir la dimension irlandaise comme élément essentiel de la question de l'Ulster, mais l'échec de l'Accord de Sunningdale de 1973, qui constituait le premier essai de solution négociée, allait signifier le déclin du nationalisme constitutionnel. La signature de l'Accord anglo-irlandais de 1985 entre Margaret Thatcher et Garret Fitzgerald allait toutefois amener le gouvernement de Dublin à jouer un rôle croissant dans les tentatives de résolution du problème de l'Irlande du Nord.
- 6 L'avant-dernière partie, intitulée 'Agreement and process', porte sur le processus de rapprochement entre les belligérants et l'engagement croissant des divers partenaires extérieurs au conflit en vue d'une médiation possible entre les jusqu'aboutistes des deux camps. La décennie des années 1990 serait marquée par de nombreuses initiatives, essentiellement bilatérales, voire unilatérales, dans la recherche d'une solution à l'affrontement. Une approche plus imaginative serait en partie initiée par Peter Brooke

tandis que les rencontres Hume-Adams et Hume-Trimble allaient se multiplier et faire prévaloir le principe d'auto-détermination de la province. D'acteur principal, la Grande-Bretagne entendait désormais jouer le rôle de simple partenaire. L'arrivée au pouvoir de Tony Blair, fort d'une majorité importante aux Communes, allait donner une nouvelle impulsion aux négociations.

- 7 La cinquième partie, intitulée 'Agreement and resolution?', montre bien que l'Accord du Vendredi Saint ne signifie pas pour autant que le conflit soit réglé, car de nombreuses questions sont restées en suspens. Tout en réfutant l'idée selon laquelle il ne serait qu'une réédition de l'Accord de Sunningdale, l'auteur met bien en évidence les carences et les contradictions internes de cet accord conclu à l'arraché, qui fut essentiellement un compromis, et dont la mise en œuvre ne cesse d'achopper sur la résistance des uns et des autres, qui redoutent de se voir « floués » ou « piégés » par des mesures et des concessions qu'ils jugent inacceptables. La levée de nombreux obstacles au cours de la dernière décennie n'a pas suffi à établir des relations de confiance entre les deux camps et à effacer les rancœurs et les ressentiments du passé et c'est bien ce manque de confiance mutuelle qui, selon le sénateur américain George Mitchell, est à la racine du problème.
- 8 On pourra déplorer le caractère fastidieux d'une étude chronologique et l'absence d'un recul suffisant par rapport aux événements. Les mêmes causes produisant toujours les mêmes effets, la chronologie détaillée et extrêmement touffue peut lasser le lecteur qui voit les partenaires en présence utiliser sans cesse les mêmes arguments et faux-semblants. Mais l'histoire de l'Ulster depuis les *Troubles* n'est elle pas une succession d'accords non respectés, d'engagements non tenus, d'ultimatums et de coups d'éclat, de menaces proférées et de promesses non tenues sur fond de méfiance et de suspicion? On aurait souhaité dans la conclusion, qui se termine sur l'idée qu'il n'existe aucune alternative à l'Accord du Vendredi Saint, une véritable mise en perspective du conflit. Le lecteur pourra déplorer également que l'auteur consacre si peu de lignes à la situation économique de la province.
- 9 Au-delà de ces réserves, l'ouvrage reste une étude très complète et rigoureuse de l'évolution politique de la province depuis l'après-guerre. Il sera certes utile à tous ceux qui souhaitent comprendre le rôle joué par tous les partenaires au fil des ans, et les erreurs qui furent commises de part et d'autre et ont fait que le conflit n'a pas encore trouvé de véritable issue. Bien que le thème traité ait fait l'objet d'une recherche soutenue, on y trouvera une foule d'informations sur les divers acteurs du conflit, les relations anglo-irlandaises, l'internationalisation du conflit et le rôle des personnalités britanniques et irlandaises.

AUTEURS

MARIE-CLAIRE CONSIDÈRE-CHARON

Université de Franche-Comté